



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

États-Unis

La grève dans l'automobile semble inévitable

À moins d'un accord de dernière minute, le puissant syndicat UAW s'apprête à lancer, une grève chez les trois grands constructeurs ... • (Page 08)

Objectifs de développement durable

Le changement climatique compromet la quasi-totalité des ODD

À mi-parcours du Programme de développement durable à ... • (Page 09)

Ressources Humaines & Gouvernance

Faire de la BOAD une banque d'experts



Promotion des énergies renouvelables

Le CETEF et la SAER scellent une alliance stratégique



Afrique de l'Ouest et centrale

IFC stimule la croissance des PME

La Société Financière Internationale (IFC) annonce le 13 septembre 2023, un ... • (Page 02)

Paix et stabilité

L'UNOWAS consulte Faure Gnassingbé

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu ce 14 septembre 2023 à Lomé, Leonardo Santos Simã... • (Pages 04)

Energie verte

Lancement du groupe de réflexion Enzi Ijayo Africa Initiative

L'Afrique est un géant en termes de potentiel d'énergie renouvelable, avec seulement sept pour cent de son vaste ... • (Page 06)

Coopération décentralisée

Des maires préparent un document de présentation à l'international

Dix maires et leurs secrétaires généraux se sont réunis à la mairie de Dédalé et à la ... • (Page 11)

26
28

Septembre 2023

HÔTEL 2
FÉVRIER,
LOMÉ - TOGO



Mettre l'économie Bleue au service du développement de l'Afrique

Exposition | Conférence | Séminaire
Visites découvertes | Rencontres B to B



Envie de devenir

Sponsor, Exposant
Délégué ou Visiteur?

www.maritimafricaweek.com

Contacts : +221 78 470 08 74 maritimafrica@gmail.com

Afrique de l'Ouest et centrale

IFC stimule la croissance des PME

La Société Financière Internationale (IFC) annonce le 13 septembre 2023, un investissement en capitaux propres à concurrence de 15 millions d'euros dans le fonds Joliba Fund I, géré par la société de capital-investissement Joliba Capital, basée à Abidjan. Ces fonds serviront à favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, qui sont parmi les marchés de capital-investissement les plus délaissés au monde.

● Joël Yanclo

L'apport d'IFC comprend une prise de participation à hauteur de 7,5 millions d'euros provenant de son programme d'aide aux PME, SME Ventures. A cette participation s'ajoute une enveloppe de 7,5 millions d'euros issue du Mécanisme de financement mixte du Guichet de promotion du secteur privé de l'Association internationale de développement (IDA), dont l'objectif est de réduire les risques liés aux investissements dans les pays à faible revenu. Au cours du montage financier, Joliba Fund I a levé 55 millions d'euros, provenant notamment d'autres investisseurs commerciaux et d'investisseurs en développement tels que Proparco, la filiale du groupe Agence française de développement (AFD) dédiée au secteur privé, FMO, la Société néerlandaise de financement du développement, et la société française de capital-investissement LBO France. L'accord a été signé, à l'occasion du 11e forum annuel du programme SME Ventures organisé par IFC et Proparco, indique IFC dans un communiqué de presse qui précise que le fonds investira dans des PME au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en République centrafricaine, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, en République du Congo, au Togo, au Sénégal et au Gabon.



William Sonneborn, directeur mondial d'IFC en charge des investissements dans les technologies disruptives, les fonds d'innovation et les industries créatives, et Yann Pambou, cofondateur et Directeur général de Joliba Capital

Au moins 80 % des investissements du fonds seront alloués à des PME dans des pays éligibles pour recevoir des ressources de l'IDA, le programme de la Banque mondiale dédié aux pays les plus pauvres. Certains des pays de la région affichent en outre parmi les plus hauts taux de croissance du monde. Les investissements de Joliba cibleront des secteurs tels que les produits et services de consommation, les services financiers, le transport et la logistique, l'agroalimentaire, les services aux entreprises, les soins de santé et l'éducation. La société de gestion apportera également aux PME un soutien organisationnel et opérationnel, notamment en matière de transformation numérique et de gestion des talents. IFC collaborera avec Joliba en vue d'élaborer puis de mettre en œuvre des normes environnementales et sociales. Le programme SME Ven-

tures d'IFC investit dans des fonds de capital-investissement axés sur les PME opérant sur les marchés des capitaux privés dont les besoins sont insuffisamment satisfaits. Mis en place en 2010, le programme a engagé 273 millions de dollars pour soutenir les PME dans plus de 40 pays, dont 28 sont des pays de l'IDA et des pays fragiles ou touchés par des conflits. Au total, le programme a investi dans 24 fonds de capital-investissement, qui ont à leur tour soutenu plus de 520 PME et 200 000 emplois à temps plein, un tiers d'entre eux étant occupés par des femmes. La stratégie d'IFC en matière de fonds de capital-investissement consiste à fournir des capitaux de croissance aux fonds qui ont le plus de chances d'avoir un impact financier et sur le développement. IFC a engagé plus de 2 milliards de dollars dans plus de 100 fonds en Afrique.

Image du jour



AUX DECIDEURS...

Le changement climatique affectera l'hydroélectricité

L'hydroélectricité fournit de l'électricité propre à des millions de personnes en Afrique. C'est la plus grande source d'énergie renouvelable du continent et représente près d'un quart de la production totale d'électricité en Afrique subsaharienne. Certains pays, cependant, en dépendent beaucoup plus que d'autres.

Le continent possède également un potentiel hydroélectrique bien plus important. Avec des ressources en eau relativement abondantes, l'Afrique subsaharienne disposerait, selon les estimations, d'un potentiel inexploité et à faible coût de 1,4 pétawatt-heure par an. Pour mettre cela en perspective, 1 PWh d'énergie pourrait alimenter environ un demi-milliard de foyers pendant un an, en supposant que chaque foyer consomme en moyenne environ 5,5 kWh par jour.

Il existe toutefois des préoccupations politiques et environnementales dont les planificateurs doivent tenir compte s'ils souhaitent développer l'hydroélectricité. Les tensions entre l'Éthiopie et les pays en aval du bassin du Nil, suite à la construction du colossal barrage de la Grande Renaissance, en sont emblématiques.

En tant que chercheur qui étudie les liens entre les systèmes énergétiques et le changement climatique, Giacomo Falchetta, chercheur postdoctoral en énergie, climat et environnement à l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués (IIASA) a rédigé un article qui souligne pourquoi l'utilisation ou l'augmentation de la dépendance à l'hydroélectricité comporte des risques liés au climat.

L'hydroélectricité est produite en exploitant l'énergie cinétique de l'eau. Cette eau peut provenir de rivières ou d'eau stockée dans des bassins naturels ou artificiels. L'eau circule dans des turbines qui tournent. L'énergie cinétique de l'eau en mouvement est convertie en énergie mécanique et éventuellement en énergie électrique.

La puissance d'un barrage est donc très sensible aux changements extrêmes de la disponibilité des rivières et de l'eau. Il est également sensible aux changements climatiques permanents depuis sa construction.

Les changements attendus dans les niveaux et la configuration des précipitations sont toutefois incertains. Différents modèles et scénarios climatiques offrent une image mitigée de la façon dont l'avenir pourrait se dérouler, en particulier en Afrique centrale et au sud-ouest. Il existe néanmoins un consensus sur le fait que les événements hydrologiques extrêmes vont augmenter sur tout le continent avec le changement climatique. Cela rendra les systèmes électriques moins fiables, à moins qu'une planification appropriée ne soit mise en place.

Plusieurs pays sont plus menacés que d'autres parce qu'ils dépendent en grande partie, ou entièrement, de la production hydroélectrique et disposent de peu d'options de secours. Il s'agit notamment de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, de l'Ouganda, de la Zambie, du Mozambique et de la Sierra Leone. Certains pourraient même accroître leur dépendance à l'hydroélectricité.

Seuls quelques pays ont progressé dans la diversification de leur mix énergétique. Le Kenya, par exemple, a développé et continue de planifier d'importantes capacités renouvelables alternatives.

Plusieurs actions de planification et de gestion sont nécessaires pour se préparer aux effets du changement climatique sur l'hydroélectricité. Cela garantira que les citoyens d'Afrique subsaharienne bénéficieront d'une alimentation électrique plus fiable.

Dans l'ensemble, les planificateurs de systèmes électriques doivent travailler avec un cadre solide qui tienne compte des interdépendances entre l'hydroélectricité, la disponibilité de l'eau et le changement climatique en Afrique subsaharienne. Différentes actions peuvent accroître la résilience des infrastructures hydroélectriques et garantir un approvisionnement électrique fiable et durable.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Ressources Humaines & gouvernance

Faire de la BOAD une banque d'experts

A la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), vingt-six membres du personnel principalement, des analystes financiers, sont inscrits au programme de certification Project Management Professional. De même, un programme de formation certifiant a été mis en place au bénéfice de dix membres du personnel. L'objectif à terme est de faire de la BOAD, une banque d'experts.

• Joël Yanlo

Le Rapport annuel 2022 de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) indique qu'au 31 décembre de l'année dernière, l'effectif opérationnel était de 326 agents dont plus d'un tiers (38,04%) sont des femmes. Cet effectif a évolué par rapport à 2021 avec un taux de turnover en hausse en 2022 (6,54% contre 3,68% en 2021). Le nombre de sorties tous motifs confondus, sur la période 2022 est de onze (11). Les entrées (recrutement, réintégration, ...) étaient de trente-neuf (39). En ajoutant les 05 agents en détachement et 07 agents en disponibilité, l'effectif global de la Banque atteint 338 agents.

Améliorer sa marque employeur

La BOAD a poursuivi en 2022, l'objectif d'amélioration de sa marque employeur, souligne le Rapport annuel qui précise que les recrutements ont été réalisés dans un environnement modernisé notamment grâce à un site carrière attractif, à des campagnes de communication et à l'acquisition d'un nouveau logiciel de recrutement. C'est



Serge EKUE, président de la BOAD

dans ces conditions que trente-cinq postes ont été pourvus en 2022 avec un accent particulier sur la poursuite de la promotion du Genre et de la diversité. En effet, sur la période, quinze femmes ont pu être recrutées, soit 43% des nouvelles recrues. De même, le choix clairement affiché par la Banque de promouvoir le genre s'est aussi manifesté par la mise en œuvre du Programme YENNEGA. Cette première cohorte a permis de former vingt-sept femmes de la Banque sur la thématique du leadership au féminin.

D'autres chantiers RH

Les autres chantiers annoncés dans le Projet OA-

SIS pour l'exercice 2022, notamment la création du parcours de carrière, la refonte de la gestion des performances, l'implémentation de nouvelles incentives non financières et la digitalisation des processus de gestion du Capital Humain sont devenus une réalité en 2022. Les nouvelles politiques de rémunération, de formation et de recrutement ont également été formalisées. Pour l'exercice 2023, la BOAD envisage de rendre opérationnel son projet de Campus digital BOAD. De même, le laboratoire de langue, qui a été officiellement ouvert le 25 octobre 2022, accueillera ses premiers apprenants courant année 2023.

De la gouvernance

Grâce à la réorganisation intervenue dans le cadre du plan Djoliba, la BOAD s'est dotée des capacités opérationnelles requises pour accroître son efficacité (systèmes, capital humain, culture, etc.) Dans son Rapport annuel 2022, la Banque indique avoir poursuivi le renforcement de sa gouvernance ainsi que la modernisation de ses outils de gestion, en droite ligne des engagements en matière de respect de mesures ESG. En ce qui concerne la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption la Banque a poursuivi la consolidation du dispositif à travers la réalisation d'investigations, l'assistance au Comité d'Éthique et la mise en œuvre du projet d'évalua-

tion du dispositif de sanction en vue de le rendre conforme aux standards internationaux (normes, règles, conventions internationales et régionales applicables) et aux meilleures pratiques en la matière. La collaboration de la Banque avec les institutions en charge de la lutte contre la corruption et la fraude des états membres de l'UEMOA a également été renforcée à travers la signature de protocoles d'accord avec les Autorités de lutte contre la corruption et la fraude du Sénégal et du Togo.

Audit interne

En 2022, une évaluation interne a été réalisée à la BOAD conformément au Programme d'Assurance et d'Amélioration Qualité (PAAQ). Les recommandations formulées permettent une amélioration continue du processus et un renforcement de sa conformité aux normes professionnelles internationales. La mise en œuvre des recommandations issues de l'Audit interne contribue à renforcer le système de contrôle interne et la maîtrise des risques de la Banque. En outre, la Charte d'Audit, le manuel de procédures d'audit interne ainsi que

le PAAQ ont été mis à jour pour les adapter aux évolutions de l'environnement de la Banque.

Contrôle externe

Le Cabinet KPMG Togo, en sa qualité de Commissaire aux Comptes, a certifié sans réserve, les comptes de l'exercice 2021 de la Banque, du FDC et du FDE. Ces comptes ont été approuvés par le Conseil des Ministres. Ce dernier a procédé à une revue limitée des états financiers intermédiaires aux 30 juin et 30 septembre 2021, conformément à la norme IAS 34 du référentiel comptable IFRS.

Contrôle des marchés

Le contrôle des marchés a concerné aussi bien les marchés financés dans le cadre des opérations de la Banque que les acquisitions internes. Il vise à s'assurer de la conformité des processus d'acquisition aux politiques et procédures de la Banque. Dans le cadre de la vulgarisation des procédures de passation de la Banque, des actions de formation ont été menées en faveur d'agents de la Banque et d'acteurs de la commande publique de l'UEMOA.

Tableau 2 : Effectif opérationnel de la BOAD de 2018 à 2022

Catégorie	Effectif au 31.12.2018	Effectif au 31.12.2019	Effectif au 31.12.2020	Effectif au 31.12.2021	Effectif au 31.12.2022
Personnel professionnel	171	180	182	184	213
Personnel d'appui	125	117	117	115	113
TOTAL	296	297	299	299	326

Source : Rapport annuel 2022 / BOAD



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)	Sénégal	Etats-Unis
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8	5,0	2,7
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6	4,0	2,7
Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation							
Le Togo en chiffres							
Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source				
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI				
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI				
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020				
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020				
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020				
Le Togo en chiffres							
Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source		
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI		
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI		
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI		
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI		
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI		
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI		

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Promotion des énergies renouvelables

Le CETEF et la SAER scellent une alliance stratégique

La Synergie des acteurs des énergies renouvelables (SAER) au Togo et le Centre togolais des expositions et foires (CETEF) ont conclu le lundi 11 septembre à Lomé, un partenariat pour la promotion des énergies renouvelables.

● **Wilson Lawson**

Cette alliance stratégique est conçue pour promouvoir l'accès et l'utilisation des énergies renouvelables au Togo. L'objectif commun est de démocratiser ces sources d'énergie vitales pour le développement durable. Dr Alexandre de Souza, Directeur du CETEF, a souligné l'importance de cet engagement, aligné avec les aspirations du gouvernement togolais. "Nous voulons démocratiser l'accès et l'utilisation des énergies renouvelables", a-t-il confié à agridigitale.tg Le partenariat d'une durée indéterminée, donne les moyens aux deux entités, de sensibiliser les populations, et démocratiser l'accès ainsi que l'utilisation de ces sources d'énergies dites propres. L'alliance ouvre la voie à l'organisation sur le site du CETEF, des « Journées nationales des énergies renouvelables », événement appelé à réunir annuellement, les acteurs des énergies renouvelables nationaux comme internationaux, autour d'activités d'expositions, de conférences, d'ateliers, et de démonstrations. Le Prof. Yao Azoumah, président du SAER, considère pour sa part que cette collaboration comme une



opportunité majeure. Pour lui, elle permettra de mettre en lumière le savoir-faire des entreprises locales spécialisées dans les énergies renouvelables lors d'expositions régulières au CETEF. « Nous souhaitons sensibiliser la population togolaise aux avantages des énergies renouvelables et rendre ces services énergétiques accessibles à tous », a-t-il souligné. Dans la foulée de cette signature de convention, le président du SAER a également annoncé la première édition des Journées des Énergies Renouvelables en novembre 2023. Cet événement réunira divers acteurs du secteur pour discuter des meilleures pratiques en matière d'utilisation des énergies renouvelables au

Togo. D'ores et déjà, la première édition est annoncée pour début novembre. Des ateliers, des expositions, des démonstrations et la remise de trophées "Énergies Awards" pour récompenser les entreprises contribuant à la promotion des énergies renouvelables dans le pays seront entre autres activités à l'agenda de ces journées. L'objectif ultime de cette collaboration entre la SAER et le CETEF est de rendre le Togo autonome en énergie, en incitant la population à préserver l'environnement et la santé tout en offrant des solutions énergétiques accessibles à tous, allant des kits solaires aux grandes installations solaires.

Aéroport de Lomé

632 000 passagers au 1er semestre 2023

Au Togo, le trafic passager à l'aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) a enregistré une nouvelle hausse au premier semestre de l'année 2023. En tout, 632.083 passagers, selon des données compilées par les autorités aéroportuaires.

Ces chiffres, publiés dans le dernier rapport d'exécution du budget de l'Etat, révèlent une progression de 25,3% par rapport à la même période en 2022. Rapportés aux six premiers mois de 2021, (279.000 passagers, 960.000 voyageurs sur l'année au total), il s'agit d'une hausse de plus de 125%. Au rang des facteurs pouvant justifier ces performances, l'ouverture de



nouvelles lignes au départ de Lomé, par les deux principaux transporteurs Ethiopian et Asky, qui ont été rejoints récemment par Liz Aviation, un nouvel acteur évoluant pour l'instant sur le marché domestique. Du reste, les

voyants sont également au vert en ce qui concerne le fret et le mouvement des aéronefs, respectivement établis en hausse de 1,2% et 10,1% sur la période sous revue. Pour rappel, l'ambition du Togo est d'atteindre 1,5 million de passagers à l'horizon 2025, et confirmer un peu plus sa place de hub de premier plan dans la sous-région.

(Togo Officiel)

Paix et stabilité dans la sous-région et au Sahel

L'UNOWAS consulte Faure Gnassingbé

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a reçu ce 14 septembre 2023 à Lomé, Leonardo Santos Simão, le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS).

● **Junior Aredola**

Leonardo Santos Simão est à Lomé pour s'enquérir de la vision du chef de l'Etat sur les défis sécuritaires et humanitaires afin de mieux renforcer l'engagement de l'UNOWAS pour une meilleure coordination des efforts des pays pour la consolidation de la paix et la stabilité. « Le Président de la République a partagé avec moi sa vision des défis dans la région ainsi que les succès enregistrés. Il a surtout insisté sur la nécessité de travailler ensemble pour la consolidation de la paix et la stabilité, la lutte contre le terrorisme et le changement climatique ». Le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS) s'est réjoui des orientations du chef de l'Etat et de son engagement constant en



faveur de la paix et la stabilité. Le Président Faure Essozimna Gnassingbé a toujours œuvré pour la consolidation de la paix et de la démocratie, la gestion des crises sécuritaires et humanitaires, gage de l'intégration économique et du développement

de la région. Pour rappel, le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'ouest et le Sahel (UNOWAS) est chargé de la diplomatie préventive, des bons offices et des efforts de médiation et de facilitation politiques en Afrique de l'ouest et au Sahel.

Lutte contre le trafic des produits illicites

Synergie d'actions des commissionnaires agréés en douane

Les commissionnaires et les professionnels agréés en douane du Togo, du Bénin et du Ghana se sont engagés en fin de semaine dernière à collaborer pour construire une synergie d'actions dans les services douaniers transfrontaliers contre le trafic des produits illicites et dangereux.

Plus précisément, il s'agira d'empêcher ces produits de s'introduire dans les différents espaces territoriaux, tout en étant un instrument de lutte contre les évasions fiscales. C'était au terme d'une visite des responsables des commissionnaires des deux pays voisins à Lomé. Concrètement, l'Union des Professionnels Agréés en Douane (UPRAD), du Togo, la Fédération Béninoise des Commissaires Agréés en Douane (FEBECAD) et le Ghana Institute Of Freight Forwarders (GIFF) s'activent à aller vers l'opérationnalisation de l'intégration régionale. Une ambition née de la signature d'une convention d'échanges d'informations



entre les services douaniers du Togo et Ghana. Elles vont dans cette dynamique, travailler à engranger plus de recettes pour leurs Etats en faisant barrière contre la porosité des frontières, tout en favorisant une entente cordiale entre les services des différents pays. Selon Patrick Magnon, le président de l'UPRAD, « pour arriver à l'essor économique, il est d'une nécessité, pour les

commissionnaires et les professionnels des douanes de s'entendre, de faire un ménage en leur sein et surtout de former un bloc compact de part et d'autre et d'être les bons relais qui permettront à leurs pays de tirer le meilleur de l'intégration, tout en luttant contre les concurrences déloyales des investisseurs étrangers ».

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigéria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
France	5,7	Turquie	3,3		

Indicateurs du commerce extérieur					
	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Solde courant externe (en % du PIB)					
	2016	2017	2018	2019	2020
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

DEMANDE DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT (Services de conseil - Sélection d'un cabinet de conseil)

Sélection d'un consultant (firme) pour mener une étude de faisabilité pour l'établissement d'un point d'échange Internet régional pour la région de l'Afrique de l'Ouest

Numéro de référence : ECW/PPDU/2023/QCBS/01

1. Introduction

Les articles 32 et 33 du traité révisé de la CEDEAO constituent la base de l'engagement de la région dans le domaine des technologies de l'information et de la communication pour atteindre ses idéaux d'intégration régionale. En particulier, l'article 33 invite les États membres à "développer, moderniser, coordonner et normaliser leurs réseaux nationaux de télécommunications afin d'assurer une interconnexion fiable entre les États membres, et à coordonner leurs efforts en vue de mobiliser des ressources financières nationales et internationales grâce à la participation du secteur privé à la fourniture de services de télécommunications/TIC". Guidés par cette vision, nous avons réalisé des investissements substantiels dans le secteur des télécommunications, en particulier dans la fourniture de services Internet à large bande. Actuellement, dix (10) systèmes de câbles sous-marins avec trente-trois (33) points d'atterrissage relient la CEDEAO au reste du monde. Le taux moyen de pénétration de l'internet dans la région est de 41%¹.

Les points d'échange Internet (IXP) constituent une infrastructure clé au sein de l'écosystème de fourniture de services Internet. Les IXP permettent aux réseaux locaux d'échanger efficacement des informations/données à l'intérieur d'un pays, en évitant d'acheminer le trafic Internet local à travers des territoires étrangers. Par conséquent, un IXP constitue un élément clé de l'infrastructure Internet qui peut rendre l'Internet plus abordable et de meilleure qualité pour les communautés locales. À l'exception de la Guinée-Bissau et de la Sierra Leone, tous les États membres de la CEDEAO ont établi avec succès leurs propres IXP.²

Au-delà des territoires nationaux, les points d'échange Internet régionaux sont importants, en particulier pour la région de la CEDEAO. Dans le but de soutenir le renforcement des IXP existants et l'émergence de nouveaux IXP en Afrique, l'Union africaine (UA) a mis en œuvre le projet AXIS (African Internet Exchange System). Outre le soutien à la mise en place d'un IXP national dans les pays qui n'en ont pas, le projet vise également à soutenir la mise en place d'au moins un RIXP dans chacune des communautés économiques régionales (CER) d'Afrique.

En outre, compte tenu de ses objectifs d'intégration régionale, la CEDEAO a lancé plusieurs initiatives d'économie numérique dont le succès dépend de l'efficacité de l'échange et du transfert de données entre les États membres. Parmi ces projets, on peut citer la mise en œuvre d'une itinérance mobile régionale abordable, l'opérationnalisation du réseau douanier régional pour le commerce de transit (projet ALISA) et l'opérationnalisation de la stratégie de la CEDEAO en matière de commerce électronique. La mise en place d'une infrastructure RIXP ou d'une interconnexion des IXP nationaux dans toute la région est donc importante pour la mise en œuvre réussie de ces initiatives et garantit un acheminement efficace du trafic Internet intrarégional.

¹ Source : Banque mondiale : Banque mondiale, <https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.USER.ZS>

² Source : <https://sigtel.ecowas.int/ict-statistics/core-household-indicators/>

Cette initiative stratégique reflète l'engagement de la CEDEAO à optimiser la connectivité numérique, à encourager la collaboration et à promouvoir notre vision d'une Afrique de l'Ouest technologiquement dynamique et interconnectée.

2. Objectif

A la lumière de ce qui précède, la Commission de la CEDEAO, à travers son Unité de Préparation et de Développement de Projet (PPDU), cherche à engager les services d'un cabinet de consultants pour entreprendre une étude de faisabilité pour l'établissement d'un Point d'Echange Internet Régional pour la région de l'Afrique de l'Ouest.

3. Étendue des services

Les services de conseil ("les services") comprennent, sans s'y limiter nécessairement, les tâches et responsabilités décrites ci-dessous :

- Examiner la mise en œuvre du projet AU-AXIS afin de déterminer l'état actuel de l'écosystème/du paysage IXP dans la région et commenter la contribution du projet à l'établissement d'un RIXP fonctionnel dans la région.
- Déterminer les exigences techniques et les spécifications de l'échange Internet, y compris l'équipement nécessaire, la capacité de la bande passante et l'infrastructure physique.
- Effectuer une analyse des IXP/RIXP/Centres de données existants dans la région afin d'identifier un candidat susceptible de se développer pour remplir les fonctions d'un RIXP ou justifier un nouveau projet.
- Identifier les éventuelles considérations juridiques, réglementaires ou politiques à prendre en compte lors de la mise en place et de l'exploitation du centre d'échange Internet.
- Proposer un modèle institutionnel pour la mise en œuvre et l'opérationnalisation d'une infrastructure internet à caractère régional.
- Examiner les coûts d'investissement et de fonctionnement pour la mise en place d'un RIXP, ainsi que les sources d'investissement et la durabilité du RIXP.

4. Éligibilité, Qualification et expérience du consultant

La Commission de la CEDEAO invite maintenant les firmes éligibles à manifester leur intérêt à fournir les services. Les consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils ont les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les services.

La similarité des références sera analysée et évaluée sur la base des aspects suivants :

- La valeur et l'ampleur du contrat exécuté
- La nature du service : Études techniques dans le domaine des télécommunications et des technologies de l'information, développement ou évaluation de la politique des technologies de l'information à l'échelle nationale, etc.
- Domaine et expertise technique : Ecosystème IXP, IXP, RIXPS, centres de données, industrie du haut débit/ISP
- Contexte géographique : Région de la CEDEAO ou environnement similaire.

Les bureaux d'études intéressés peuvent se présenter sous la forme d'un consortium ou d'un partenariat afin de garantir et/ou de renforcer leurs capacités consolidées d'exécution de la mission.

L'attention des consultants individuels intéressés est particulièrement attirée sur l'article 118 du Code des marchés publics révisé de la CEDEAO ("Infractions commises par les candidats, les soumissionnaires et les adjudicataires"),

qui fournit des informations sur les pratiques corrompues ou frauduleuses dans le cadre de la concurrence ou de l'exécution d'un contrat. En outre, veuillez-vous référer aux informations spécifiques suivantes sur les conflits d'intérêts liés à cette mission, conformément à l'article 119 du Code des marchés publics révisé de la CEDEAO.

Le cabinet de conseil doit présenter les qualifications minimales ci-dessous :

Expérience

- Le cabinet doit avoir une expérience générale dans la réalisation d'études dans le secteur du haut débit/ISP au cours des 10 dernières années (2013 - 2023).
- L'entreprise doit également démontrer qu'elle a exécuté au moins deux (2) missions similaires liées à la mise en place d'une infrastructure à large bande/internet au niveau national ou régional au cours des dix (10) dernières années (2013 - 2023).
- L'expérience d'une mission similaire dans la région de la CEDEAO est un avantage.
- Le cabinet de conseil doit disposer d'une équipe pluridisciplinaire expérimentée comprenant au moins les éléments suivants :
 - o Chef d'équipe/expert en gestion de projet - supervise l'ensemble de l'étude de faisabilité.
 - o Un (1) expert en télécommunications/TIC/développement numérique.
 - o Un (1) expert juridique/réglementaire.
- Le chef d'équipe doit être titulaire d'un master en gestion/ MBA, ingénierie, télécommunications/informatique ou dans des disciplines liées à la mission et posséder au moins 10 ans d'expérience professionnelle, les autres membres de l'équipe doivent avoir au moins 8 ans d'expérience professionnelle dans leurs disciplines respectives.

Langue

- Le consultant doit démontrer sa capacité à travailler dans l'une des trois langues officielles de la CEDEAO (anglais, français et portugais).

5. Durée de la mission

La durée du contrat est de 4,5 mois calendaires.

6-Méthode de sélection

Les Consultants seront sélectionnés conformément à la méthode de sélection basée sur la qualité et le coût (QCBS) définie dans le Code des marchés publics de la CEDEAO et une liste restreinte de six à huit (6-8) firmes les mieux qualifiées, sera établie et invitée à soumettre une proposition technique et financière.

7- Demande d'informations complémentaires

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux adresses électroniques ci-dessous pendant les heures de service, au plus tard une (1) semaine avant la date limite de soumission : du lundi au vendredi de 9h00 GMT+1 à 17h00 GMT+1, avec pour objet "EOI - RIXP Clarification".

Courriel : ikkamara@ecowas.int; procurement@ecowas.int ; avec copie à : mamoa@ecowas.int , oshokunbi@ecowas.int , kfy@ecowas.int , gdiiko@ecowas.int , ctienon@araa.org

8-Soumission des dossiers de candidatures

La soumission des manifestations d'intérêt se fera par courrier électronique. Les soumissionnaires doivent soumettre des manifestations d'intérêt protégées par un mot de passe et clairement intitulées dans ce format "Manifestation d'intérêt - RIXP - (nom de l'entreprise) ", aux adresses ci-dessous au plus tard **le 13 Octobre 2023 à 16h00 Heure locale Nigeria (GMT + 1)**.

Courriel : ikkamara@ecowas.int; procurement@ecowas.int ; avec copie à : mamoa@ecowas.int , oshokunbi@ecowas.int , kfy@ecowas.int , gdiiko@ecowas.int , ctienon@araa.org

Le mot de passe sera envoyé aux mêmes adresses (ci-dessus) 15 minutes avant la date et l'heure d'ouverture et d'évaluation des manifestations d'intérêt reçues.

les manifestations d'intérêts doivent comprendre :

- Une Lettre de manifestation d'intérêt ;
- Si le Candidat est constitué en groupement : une copie de l'accord de groupement ou d'une lettre d'intention de constituer un groupement ;
- Une brochure de présentation de la firme ou du Groupement ;
- les références de la firme ; chaque référence fournie doit être résumée sur une fiche de référence (Désignation et description de la mission, lieu de réalisation (pays, ville), Durée de la mission, nom et point de contact du client, date de début, date de fin, description des prestations rendues par le consultant, liste du personnel clé de la firme ayant participé à la mission).

9 -Site web de publication

Cette avis de manifestation d'intérêt est également publié sur le site web de la CEDEAO <http://www.ecowas.int/doing-business-inecowas/ecowas-procurement> et sur le site web du PPDU de la CEDEAO www.ppdu.org.

Commissaire, Services internes

Prof. Nazifi Abdullahi Darma

Energie verte

Lancement du groupe de réflexion Enzi Ijayo Africa Initiative

L'Afrique est un géant en termes de potentiel d'énergie renouvelable, avec seulement sept pour cent de son vaste potentiel d'énergie géothermique, éolienne et solaire actuellement utilisé.

● Nicole Esso

Ceci malgré le fait qu'un pourcentage énorme de la population (4 sur 5) n'est pas encore connecté à un réseau électrique. Le pays est également à la traîne du reste du monde en matière d'adoption des énergies renouvelables, malgré son immense potentiel en matière d'énergie verte. Enzi Ijayo, un groupe de réflexion continental sur les questions d'énergie verte, s'est engagé à combler le vide en lançant cette initiative lors du premier Sommet africain sur le climat à Nairobi. Le lobby cherche à favoriser les partenariats et le soutien à des investissements croissants dans des solutions d'énergie verte qui ouvrent la voie durable vers un développement économique plus écologique en Afrique. Selon le directeur d'Enzi Ijayo, Charles Wanguhu, l'initiative vise à favoriser des politiques et des solutions de transition énergétique qui soient inclusives, équitables, responsables et contribuent au développement socio-économique en Afrique. « Enzi Ijayo mènera



non seulement des recherches orientées vers l'action sur les politiques adaptées au contexte et les solutions communautaires pour la transition énergétique, mais se réunira et travaillera également avec des acteurs clés de l'écosystème énergétique pour fournir des solutions fondées sur des preuves et plaider en faveur d'une politique progressiste. " il a dit. De telles solutions, a-t-il ajouté, devraient fournir des résultats concrets pour pousser l'Afrique à connecter sa population au réseau électrique vert, alors que les études prévoient qu'un peu plus d'un demi-milliard d'Africains resteront non connectés en 2030. Une en-

quête réalisée par Enzi Ijayo a mis en évidence les défis fondamentaux qui nuisent au secteur énergétique du continent, notamment le faible taux d'accès, la forte dépendance à l'égard de centrales thermiques coûteuses et la vulnérabilité de la région aux fluctuations des prix mondiaux des carburants, la rendant vulnérable à l'instabilité économique. L'Afrique a besoin de près de 700 milliards de dollars d'investissements par an pour relever ces défis, alors même que les pays tentent simultanément de répondre à la demande croissante d'énergie, et ce, de manière fiable, abordable et sécurisée.

Investissement

4,5 milliards USD émirati dans les énergies propres

Les Émirats arabes unis (EAU) veulent investir 4,5 milliards de dollars dans les énergies renouvelables en Afrique. L'annonce a été faite le 5 septembre 2023 à Nairobi au Kenya, au cours du premier Sommet africain pour le climat. L'Afrique est confrontée à un déficit d'investissement dans le secteur des énergies renouvelables. Malgré sa richesse en ressources naturelles, le continent ne reçoit que 3% des investissements énergétiques réalisés à travers le monde.

Le premier Sommet africain pour le climat tend vers l'atteinte de ses objectifs, notamment celui d'attirer les investissements internationaux dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique. Le coup d'envoi a été donné par les Émirats arabes unis (EAU), qui accueilleront la prochaine conférence des Nations unies sur le climat (COP28), du 30 novembre au 12 décembre 2023. « Nous allons déployer 4,5 milliards de dollars (...) pour lancer un pipeline de projets rentables d'énergie propre sur ce continent très important », annonce dans un discours Sultan Al Jaber, le ministre de l'Industrie et des Technologies des Émirats arabes unis, par ailleurs président de COP28. Cet investissement vise à développer 15 gigawatts (GW) d'énergie propre d'ici à 2030, alors que la capacité de production d'énergies renouvelables du continent était de 56 gigawatts en 2022, selon

l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena). L'investissement émirati permettra par ailleurs de mobiliser au moins 12,5 milliards de dollars supplémentaires, provenant de sources multilatérales, publiques et privées.

Il faut investir 2000 milliards de dollars dans les EnR

Une transition énergétique propre dans les pays en développement est cruciale pour tenter de maintenir l'objectif de l'Accord de Paris consistant à limiter le réchauffement climatique en-dessous de deux degrés Celsius depuis l'époque préindustrielle, et de 1,5°C si possible. Pour y parvenir, l'Irena affirme que les investissements devront atteindre 2000 milliards de dollars par an d'ici une décennie, soit huit fois plus qu'actuellement. Selon la même source, l'Afrique ne

reçoit que 3% des investissements énergétiques réalisés à travers le monde, malgré sa richesse en ressources naturelles. À titre d'exemple, la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie, totalisent à elles seules près de 80% des réserves mondiales de cobalt. Un minerai indispensable à la fabrication des batteries et véhicules électriques. Outre la mobilisation des investissements internationaux pour le développement des énergies renouvelables en Afrique, les participants du premier Sommet africain pour le climat doivent définir une vision africaine commune sur le développement et le climat, en vue des prochaines négociations climatiques internationales. Celles-ci devraient culminer avec une bataille annoncée sur la fin des énergies fossiles à la COP28 à Dubaï, dans environ trois mois.

Avec Afrik21

Afrique

Des échanges de dette pour le climat, à nouveau conseillés

Alors que l'Afrique a besoin de plus de 300 milliards de dollars par an pour l'adaptation au climat, les décideurs et les responsables gouvernementaux réunis lors d'un événement de haut niveau en marge du Sommet africain sur le climat à Nairobi ont appelé à la mise en place de mécanismes innovants pour débloquer le financement climatique. L'événement coorganisé par AfriCatalyst et Open Society Foundations (OSF) a exploré comment le continent peut tirer parti avec succès des échanges de dette nature, pour financer l'action climatique.

Cette année, AfriCatalyst a joué un rôle de premier plan dans la définition des discussions sur le changement climatique sur le continent africain. La société de conseil en développement panafricaine, basée à Dakar, au Sénégal, publie chaque semaine des analyses sur les politiques liées au climat qui offrent des orientations aux investisseurs, aux décideurs politiques et aux professionnels des médias. Lors d'un événement de haut niveau, coorganisé avec Les Open Society Foundations en marge du Sommet africain sur le climat à Nairobi au Kenya, AfriCatalyst a lancé son document politique phare intitulé « Élargissement et augmentation des échanges de dette pour le climat et la nature en Afrique ». Le document explique comment le continent peut restructurer sa dette pour la faire correspondre aux objectifs de développement durable (ODD) et à la résilience climatique, présentant ainsi une situation gagnant-gagnant tant pour les créanciers étrangers que pour les nations africaines. Le vice-président exécutif des finances et des services bancaires à la Banque africaine d'import-export (Afrexim Bank), a toutefois souligné le rôle essentiel que jouent les institutions multilatérales de développement en fournissant des garanties, en attirant des investisseurs étrangers et en finançant les premières phases de mise en œuvre des mécanismes



dette-nature. Denys Denya a mis en avant l'engagement de la banque à collaborer avec les acteurs pertinents pour répondre à la question climatique. « La Banque africaine d'import-export a mis en place 500 millions de dollars qui aideront dans les projets climatiques. Le secteur privé considère certains projets climatiques comme risqués. Le secteur public ne peut pas financer ces projets par lui-même. En fournissant un financement concessionnel, un financement par subvention et des garanties aux investisseurs pour regarder différemment les projets », a-t-il déclaré. Le mécanisme dette-nature a été cité parmi les modèles de financement climatique qui allaient faire l'objet d'accords, lors du premier Sommet africain sur le climat. Les organisateurs annonçaient des accords d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars. L'échange dette-nature est souvent présenté comme une technique d'allègement de la dette des pays en développement. Elle passe par l'allongement des délais de paiement, la diminution des taux d'intérêt, l'octroi de nouveaux crédits à des taux

plus bas que conventionnellement jusqu'à l'annulation de créances. Cette technique, inventée par le biologiste américain Thomas Lovejoy, considéré comme le parrain de la biodiversité, consiste finalement à échanger une partie de la dette extérieure contre des investissements locaux visant la protection de l'environnement. L'échange dette-nature s'inscrit parmi les mécanismes innovants, que les experts préconisent pour débloquer le financement climatique en Afrique. « Ça ne peut pas être business as usual – nous devons innover. Nous devons créer un Triple A du financement climatique : Adaptabilité, Abordabilité et Accessibilité du financement climatique. Je crois que l'adaptation et l'atténuation peuvent aller de pair », a déclaré Ibrahimia Cheick Diong, le secrétaire général adjoint des Nations unies et directeur général du groupe de la capacité de gestion des risques en Afrique (ARCG). Selon AfriCatalyst, l'Afrique a besoin de plus de 300 milliards de dollars par an pour l'adaptation au climat.

Avec Afrik21

Rwanda

Smart City Hub, un programme d'investissement dans les villes intelligentes

Le but de l'Africa Smart Cities Investment Summit est de faciliter la collaboration panafricaine sur les initiatives en matière de villes intelligentes et de poursuivre leur développement sur le continent, avec l'objectif de construire 100 villes intelligentes d'ici 2100.

Le Rwanda a dévoilé, lors de l'Africa Smart Cities Investment Summit (ASCIS) qui s'est tenu du mercredi 6 au vendredi 8 septembre à Kigali, Smart City Hub. L'objectif est de faciliter et d'encourager des solutions numériques efficaces et durables qui améliorent la qualité de vie des citoyens et des communautés au Rwanda grâce à la technologie et à l'innovation. « Le Smart City Hub, que nous lançons aujourd'hui, s'aligne sur la vision de notre pays qui consiste à tester,



mettre à l'échelle et promouvoir des solutions de pointe. Nous espérons qu'à travers ce hub, des collaborations émergeront pour soutenir ces solutions et transformer le Rwanda en une ville intelligente. En outre, les enseignements tirés pourront être partagés avec d'autres villes africaines », explique Paula

Musoni Ingabire, ministre rwandaise des TIC et de l'Innovation. Depuis 2017, le Rwanda a mis en place un plan directeur visant à transformer plusieurs villes du pays en villes intelligentes dans le but d'améliorer la qualité de vie des habitants et de promouvoir le développement durable grâce à la technologie. Toutefois, ces transformations technologiques d'envergure comportent des risques cybersécuritaires.

Avec wearetech.africa

jeudi 14 septembre 2023

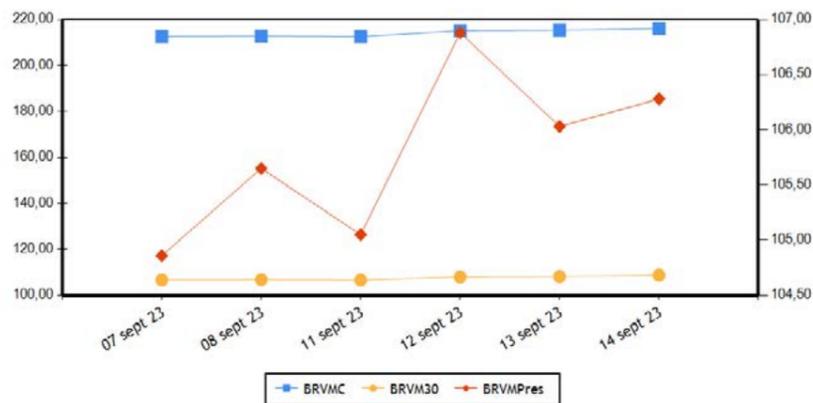
N° 175

BRVM COMPOSITE	216,07
Variation Jour	0,33 %
Variation annuelle	6,32 %

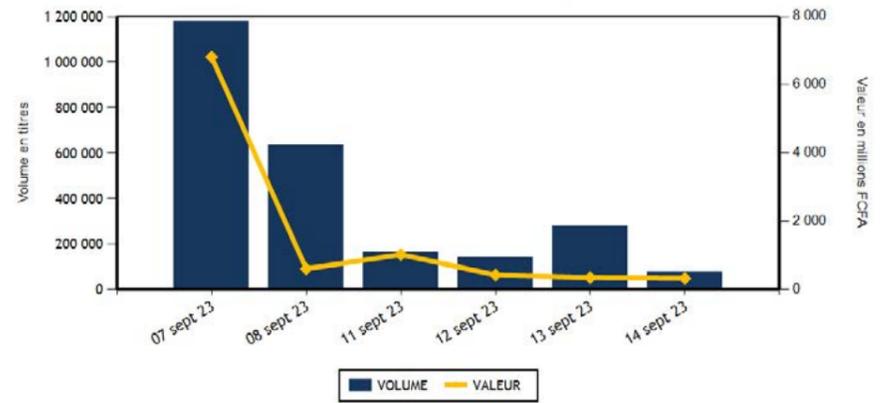
BRVM 30	108,80
Variation Jour	0,53 %
Variation annuelle	8,80 %

BRVM PRESTIGE	106,28
Variation Jour	0,24 %
Variation annuelle	6,28 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 038 458 655 478	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	76 282	-72,22 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	319 836 935	2,07 %
Nombre de titres transigés	43	-2,27 %
Nombre de titres en hausse	13	0,00 %
Nombre de titres en baisse	20	17,65 %
Nombre de titres inchangés	10	-28,57 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 105	7,12 %	8,52 %
SAPH CI (SPHC)	3 390	4,47 %	-32,13 %
SAFCA CI (SAFC)	570	1,79 %	-35,23 %
SITAB CI (STBC)	6 100	1,75 %	-10,95 %
SOGB CI (SOGC)	3 730	1,63 %	-34,22 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	106,28	0,24 %	6,28 %	30 800	156 556 590	6,54
BRVM-PRINCIPAL	36	105,20	0,23 %	5,20 %	45 482	163 280 345	13,22

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,96	-1,34 %	-2,17 %	11 746	26 681 980	30,79
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	522,90	0,84 %	6,89 %	13 835	127 157 675	8,98
BRVM - FINANCES	15	86,07	0,47 %	13,98 %	30 494	117 235 250	6,64
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	-0,66 %	5,24 %	5 158	7 603 505	7,97
BRVM - AGRICULTURE	5	197,35	1,27 %	-30,40 %	7 264	27 181 200	10,39
BRVM - DISTRIBUTION	7	384,05	-2,22 %	7,11 %	7 703	13 891 635	13,20
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 289,41	-1,41 %	10,00 %	82	85 690	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,27
Taux de rendement moyen du marché	8,03
Taux de rentabilité moyen du marché	8,49
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	127
Volume moyen annuel par séance	497 346,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 077 228 693,06

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	2,92
Ratio moyen de satisfaction	8,70
Ratio moyen de tendance	298,26
Ratio moyen de couverture	33,53
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	3,84
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



États-Unis

La grève dans l'automobile semble inévitable

À moins d'un accord de dernière minute, le puissant syndicat UAW s'apprête à lancer, jeudi, une grève chez les trois grands constructeurs automobiles américains.

En deux mois de négociations, les représentants de l'United Auto Workers et les dirigeants des «Big Three», General Motors, Ford et Stellantis, n'ont pu s'entendre sur le contenu d'une nouvelle convention collective de quatre ans. «Nous avons dit aux entreprises, depuis le début, que le 14 septembre (à minuit) était une date butoir, pas un jalon», a déclaré le président de l'UAW, Shawn Fain, dans une communication sur YouTube, mercredi. «Nous ne laisserons pas le «Big Three» continuer à faire traîner les discussions pendant des mois», a-t-il martelé. L'UAW réclame un relèvement des salaires de 36% sur 4 ans, alors que les trois constructeurs américains n'ont pas été plus loin que 20% (Ford), selon le leader syndical. Les trois géants historiques de Détroit ont notamment aussi refusé d'accorder des jours de congés supplémentaires et d'augmenter les retraites, assurées par des caisses propres à chaque entreprise. «Ils veulent faire peur aux Américains en leur faisant croire que le problème vient des employés de l'automobile», a clamé Shawn Fain, alors qu'il tient à «la cupidité des dirigeants».

Un risque pour Biden

Pour Shawn Fain, le mouvement constitue un tournant, qu'il compare aux années 30. Mercredi soir, le directeur général de Ford, Jim Farley, a affirmé ne pas avoir reçu du syndicat «de vraie contre-



proposition» aux dernières concessions offertes par le constructeur. Le cabinet de conseil Anderson Economic Group (AEG) estime qu'une grève de dix jours pourrait représenter plus de cinq milliards de dollars de perte de revenus pour l'économie américaine. Un conflit social prolongé pourrait avoir des conséquences politiques pour Joe Biden, dont le bilan économique est critiqué, en particulier du fait de l'inflation tenace qui s'est installée aux États-Unis. À un peu plus d'un an du scrutin présidentiel, le chef de l'État marche sur des œufs, entre son soutien affiché pour les syndicats et le spectre d'un coup porté à l'économie américaine par une grève. Mercredi, le président du Conseil des conseillers économiques de la Maison-Blanche, Jared Bernstein, a refusé d'énoncer la position de Joe Biden au sujet d'un possible arrêt de travail.

«Relativement protégés»

«Il pense que les travailleurs de l'automobile méritent une convention collective qui soutienne les emplois de classe moyenne et souhaite

que les parties restent à la table des négociations sans interruption pour parvenir à un accord», a déclaré Jared Bernstein. «Consommateurs et concessionnaires sont, en général, relativement protégés des effets d'une grève courte», a expliqué le vice-président du cabinet AEG, Tyler Theile. Mais avec des stocks qui représentent un cinquième de ceux que possédait l'industrie en 2019, lors de la dernière grève chez GM, ils «pourraient être touchés beaucoup plus rapidement» qu'il y a quatre ans, selon lui. «On arrive au quatrième trimestre, période durant laquelle on voit le plus de ventes de pick-ups et de gros SUV, qui sont très rentables pour ces trois constructeurs», rappelle Jessica Caldwell, du site spécialisé Edmunds.com. «S'ils n'en ont pas suffisamment en stock, ils vont manquer des ventes», ajoute-t-elle. Les analystes de JP-Morgan estiment qu'un fort relèvement des salaires se répercuterait sur les prix de vente des véhicules, poussant les automobilistes à «garder leur voiture plus longtemps» plutôt que d'acheter un nouveau modèle.

(AFP)

Etude

Aux urgences, ChatGPT diagnostique «aussi bien» qu'un docteur

Sur 30 patients, dans 87 % des cas, le bon diagnostic se trouvait dans la liste des praticiens, contre 97 % pour ChatGPT. Les chercheurs relèvent toutefois des «gaffes» médicales.

Aux urgences, le chatbot d'intelligence artificielle ChatGPT a réalisé des diagnostics au moins aussi bien que des médecins et les a dans certains cas surpassés, ont découvert des chercheurs néerlandais, selon lesquels l'IA pourrait «révolutionner le domaine médical».

«Comme l'aurait fait un médecin humain»

Les auteurs de cette étude parue mercredi ont toutefois souligné que les jours des médecins urgentistes n'étaient pas encore comptés, le chatbot étant potentiellement capable d'accélérer le diagnostic mais pas

de remplacer le jugement et l'expérience d'un humain. Trente cas traités dans un service d'urgence aux Pays-Bas en 2022 ont été examinés en alimentant ChatGPT en fonction des antécédents des patients, des tests en laboratoire et des observations des médecins, demandant au chatbot de proposer cinq diagnostics possibles. Dans 87 % des cas, le bon diagnostic se trouvait dans la liste des praticiens, contre 97 % pour la version 3.5 de ChatGPT. Le chatbot «était capable de réaliser des diagnostics médicaux un peu comme l'aurait fait un médecin humain», a résumé Hidde ten Berg, du service d'urgence de l'hôpital Jeroen Bosch,

dans le sud des Pays-Bas.

Préserver la confidentialité

Le coauteur de l'étude Steef Kurstjens a souligné que celle-ci ne concluait pas que des ordinateurs pourraient un jour diriger les urgences mais que l'IA pouvait jouer un rôle vital en aidant les médecins sous pression. Le chatbot «peut aider à réaliser un diagnostic et peut-être proposer des idées auxquelles le médecin n'avait pas pensé», a-t-il déclaré à l'AFP. Les scientifiques admettent également certaines lacunes dans leurs recherches, comme la petite taille de l'échantillon.

(AFP)

Economie

La BCE remonte encore son taux de référence

Le taux de référence de la Banque centrale européenne a désormais atteint son plus haut niveau depuis 1999.

La Banque centrale européenne (BCE) a relevé jeudi son taux d'intérêt de référence à son plus haut niveau depuis 1999, défiant ceux qui appelaient à une trêve pour ne pas aggraver le ralentissement de l'activité économique en zone euro. Après cette dixième hausse d'affilée depuis juillet 2022, l'institution de Francfort a signalé que son cycle draconien de resserrement monétaire touchait à sa fin, mais sans pouvoir assurer que «le pic» des taux était atteint. «Nous ne pouvons pas dire que nous avons atteint le pic», a déclaré Christine Lagarde à la presse. Tout en estimant que les taux ont atteint des niveaux qui apporteront «une contribution substantielle» à la baisse souhaitée de l'inflation, elle a ajouté que la prochaine décision de l'institution en la matière dépendra «des données» économiques.

Prévisions d'inflation en hausse

Pour faire suffisamment reculer les prix, il faudra que les taux soient maintenus à leur niveau «pendant une durée suffisamment longue», a prévenu le Conseil des gouverneurs à l'issue de sa réunion. La BCE a choisi de maintenir le cap, quatorze mois après avoir lancé le cycle de relèvement des taux le plus rapide et ample de son histoire, de



4,50 points de pourcentage à ce jour. La BCE a d'ailleurs relevé jeudi ses prévisions d'inflation pour les années 2023 et 2024, en raison de l'impact des prix de l'énergie. L'institution monétaire prévoit à présent une hausse des prix de 5,6% en 2023, puis 3,2% en 2024 et 2,1% en 2025, se rapprochant de son objectif à moyen terme de 2,0%.

Ne pas s'arrêter trop tôt

La BCE faisait face jeudi à un dilemme, rendant sa décision plus incertaine que jamais, car l'activité économique de la zone euro affiche de véritables signes de contraction. Le tour de vis monétaire des derniers mois a entraîné une envolée des coûts d'emprunt pour les ménages et les entreprises, influant sur la demande et donc la distribution de crédit. Un temps circonscrit au secteur manufacturier, le ralentissement s'est peu à peu propagé à celui

des services. L'indice PMI a atteint son plus bas niveau depuis 33 mois, l'activité se contractant à un rythme inédit depuis l'automne 2020 et la première année de la pandémie. La BCE a ainsi abaissé jeudi ses prévisions de croissance en zone euro jusqu'en 2025. Celle-ci ne devrait atteindre que 0,7% en 2023, contre 0,9% attendu auparavant, puis 1,0% en 2024 et 1,5% en 2025. «Nous sommes clairement dans une période de croissance lente et molle», a dit Christine Lagarde. Ce dilemme entre inflation et croissance a donné lieu à un intense débat entre les banquiers centraux de la zone euro, ces dernières semaines. La dixième hausse de taux d'affilée a cependant été décidée à «une solide majorité» du Conseil des gouverneurs, même si certains membres auraient «préféré une pause», a reconnu la banquière centrale.

(AFP)

Technologies

Apple intègre le port de chargement universel à son nouvel iPhone

Mardi, la société a levé le voile, à Cupertino (Californie), sur l'iPhone 15. Le nouveau smartphone comporte, ainsi que l'exige la loi européenne, le port USB-C.

Apple a présenté, mardi, sa nouvelle gamme de smartphones, l'iPhone 15, qui comporte le port de chargement universel USB-C imposé par l'Europe pour tous les smartphones, tablettes et appareils photo mis en circulation à partir de la fin de 2024. «USB-C est devenu le standard accepté de façon universelle», a reconnu Kaiann Drance, vice-présidente du groupe californien, lors de l'événement marketing annuel. Apple, qui cultive son propre écosystème de produits et services, s'est longtemps opposé à cette loi européenne, et le port universel ne fait pas partie du genre d'innovations technologiques qu'il aime mettre en avant. «Désormais, le même câble peut charger votre Mac (ordinateur), votre iPad (tablette), votre iPhone et même vos AirPods pro de deuxième génération (écouteurs sans fil),



a ajouté Kaiann Drance. Si la batterie de vos AirPods est trop faible, ou celle de votre Apple Watch (montre), vous pouvez les charger directement depuis votre iPhone.»

Modèle de base à 800 dollars

Mardi, les dirigeants de la marque à la pomme ont dévoilé quatre nouveaux iPhone avec, comme chaque année, des écrans «plus lumineux», des objectifs «plus sophistiqués» et des capacités informatiques «plus perfectionnées». Le modèle de base, l'iPhone 15, sera commercialisé à partir de 800 dollars, le même prix que l'iPhone 14, présenté il y a un an. Ils ont aussi donné de nombreux détails techniques sur la nou-

velle montre, l'Apple Watch Series 9, dont la batterie dure plus longtemps et qui est «notre premier produit neutre en termes d'émission carbone», a assuré Lisa Jackson, vice-présidente chargée de l'environnement au sein de la société.

Une petite révolution

Intégrer plus largement le port USB-C représente une petite révolution pour l'écosystème de produits et services d'Apple, qui s'intègre difficilement aux autres systèmes. Il y a deux ans, quand le texte européen était en discussion, le groupe américain avait tenté de s'y opposer en faisant valoir que sa technologie Lightning équipait déjà plus d'un milliard d'appareils dans le monde et que la nouvelle réglementation allait «étouffer l'innovation», voire «nuire aux consommateurs».

(AFP)

Objectifs de développement durable

Le changement climatique compromet la quasi-totalité des ODD

À mi-parcours du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de nouvelles données montrent que le changement climatique a compromis la quasi-totalité des objectifs de développement durable de l'ONU, a alerté jeudi un nouveau rapport élaboré par plusieurs institutions onusiennes, sous la coordination de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).

Selon ce nouveau document, la planète est loin d'atteindre les objectifs climatiques fixés. Et cette situation compromet les efforts déployés à l'échelle mondiale pour lutter contre la faim, la pauvreté et les problèmes de santé, améliorer l'accès à l'eau potable et à l'énergie, ainsi que de nombreux autres aspects du développement durable. En 2015, les Etats membres de l'ONU se sont engagés dans une vision du développement qui prend en compte le bien-être des hommes et les limites de la planète. Huit ans plus tard, le rapport de l'OMM présente un bilan à mi-chemin de ce programme, avant sa conclusion programmée en 2030. Et c'est un constat d'échec : seuls 15% des objectifs sont sur la bonne voie. Globalement, la quasi-totalité sont compromis à cause du changement climatique, par exemple la faim dans le monde, l'accès à l'eau ou encore la santé, la viabilité des océans et la résilience des villes.



La réponse mondiale au changement climatique est loin d'être à la hauteur

« 2023 a amplement démontré que le changement climatique était une réalité. Des températures record brûlent les terres et réchauffent les mers, tandis que des phénomènes météorologiques extrêmes causent des ravages dans le monde entier. Nous savons que ce n'est qu'un début, mais la réponse mondiale est loin d'être à la hauteur. À mi-parcours de l'horizon 2030 des objectifs de développement durable, le monde accuse un terrible retard », a déclaré, dans un communiqué, le Secrétaire général de l'ONU, António

Guterres. Parmi les points saillants, le rapport note que les émissions totales de dioxyde de carbone (CO₂) provenant des combustibles fossiles ont augmenté de 1% au niveau mondial en 2022 par rapport à 2021. Les estimations initiales montrent que les émissions mondiales de CO₂ d'origine fossile entre janvier et juin 2023 ont augmenté de 0,3% par rapport à la même période en 2022. Or selon le document, les politiques d'atténuation actuelles conduiront à un réchauffement planétaire estimé à environ 2,8 °C au cours de ce siècle par rapport aux niveaux préindustriels. Des réductions immédiates et drastiques des émissions de gaz à effet de serre sont nécessaires. « En ce moment charnière de

l'histoire, à mi-parcours de la réalisation des ODD, la communauté scientifique est unie dans ses efforts pour assurer la prospérité des populations et de la planète », a assuré le Secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas.

Près de 670 millions de personnes pourraient souffrir de la faim en 2030

Plus généralement, le rapport décrit notamment comment les prévisions météorologiques contribuent à stimuler la production alimentaire et à se rapprocher de l'objectif Faim zéro (ODD 2). L'ONU estime toutefois que près de 670 millions de personnes pourraient souffrir de la faim en 2030, en partie à cause d'événements climatiques plus extrêmes qui perturbent chacun des piliers de la sécurité alimentaire (accès, disponibilité, utilisation et stabilité). S'agissant de la bonne santé et du bien-être (ODD 3), le document montre que le changement climatique et les phénomènes extrêmes

tels que les vagues de chaleur augmenteront considérablement les problèmes de santé et les décès prématurés. L'urbanisation rapide expose davantage de personnes aux risques. La pollution de l'air, par exemple, est une menace urbaine majeure pour la santé et est associée à près de 7 millions de décès prématurés par an. Sur le volet eau propre et assainissement (ODD 6), le changement climatique exacerbe les risques liés à l'eau, tels que les inondations et les sécheresses. Concernant l'énergie propre, le rapport note que les phénomènes météo extrêmes et le changement climatique menacent la réalisation de l'ODD 7 car ils modifient la capacité d'approvisionnement et la demande en énergie, rendant la transition vers une énergie propre plus imprévisible et potentiellement plus coûteuse.

Certains changements climatiques futurs sont inévitables

Ce constat de l'ONU intervient dans un contexte climatique tendu. Entre 1970 et 2021, près de 12.000 catastrophes dues à des phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes ont été recensées, totalisant plus de 2 millions de victimes et 4.300 milliards de dollars de dommages économiques. Or, plus de 90% des décès et 60% des pertes matérielles ont eu lieu dans des économies en développement, ce qui met en péril le développement durable. La hausse mondiale des températures s'est accompagnée d'une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes. La probabilité que la température moyenne annuelle à la surface du globe dépasse temporairement de 1,5 °C les niveaux préindustriels pendant au moins une des cinq prochaines années est de 66%, et elle augmente avec le temps.

HOROSCOPE finance

Bélier De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées ce jour, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitez.

Taureau Il est probable que les besoins d'argent menacent de devenir très préoccupants aujourd'hui. Inutile de paniquer car cela ne résoudra aucun problème. L'essentiel sera de tenir jusqu'à ce que la roue tourne ; et elle tournera en votre faveur presque aussitôt grâce à l'intervention de la planète Mercure. Vous serez sauvé de justesse cette fois-ci, mais pas à chaque fois ; apprenez donc à être prévoyant et économe.

Gémeaux C'est à partir d'aujourd'hui que les aspects de Jupiter vous inciteront à instaurer un programme d'économies draconien. Ne résistez pas à cette influence, bien que vous ayez de grandes envies de dépenses.

Cancer Vous serez tenté par l'achat d'un tas de choses inutiles mais qui vous paraissent sur l'heure indispensables. Aussi, vous aurez un peu tendance à oublier les factures en souffrance. Montrez-vous plus raisonnable afin d'éviter des complications ultérieures.

Lion La planète Mercure vous étant contraire, prenez des mesures énergiques pour restructurer votre capital. N'hésitez pas à sacrifier l'accessoire pour sauver l'essentiel. Il y aura des temps meilleurs !

Vierge Avec cet environnement astral, il sera grand temps de vous occuper sérieusement de la gestion de vos finances et de prendre des mesures énergiques afin de stopper l'hémorragie actuelle. Tâchez de vous limiter strictement aux dépenses indispensables, incompressibles, et de renoncer à tout le reste. En effet, il arrive bien souvent que "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque). Vos efforts seront récompensés.

Balance Le Soleil en aspect tortueux pourra provoquer une déception, vous mettre face à des achats indispensables ou à une dette à rembourser plus vite que prévu. Mercure, quant à lui, risquera de provoquer des retards et des erreurs dans le domaine financier.

Scorpion Avec cet aspect de Jupiter, vous aurez droit à une certaine chance dans le domaine des finances. Ce sera le moment de négocier avec votre banquier, de faire un emprunt ou de réorganiser vos placements.

Sagittaire Attention aux opérations financières hasardeuses ! En revanche, si vous êtes bien conseillé par des spécialistes, vous serez en mesure de réaliser une excellente affaire.

Capricorne La négligence concernant la gestion de vos finances risque de vous coûter très cher. En outre, il vaudra mieux perdre un peu en sauvant les meubles à temps que de faire naufrage en voulant tout garder.

Verseau Le développement de votre situation matérielle accusera un hiatus qui, heureusement, sera sans conséquences désastreuses. Vous subirez un léger recul dans vos affaires et quelques contraintes financières. Mais vous serez parfaitement en mesure de renverser la situation en votre faveur si vous travaillez d'arrachepied au lieu de passer votre temps à vous plaindre, et si vous acceptez de faire les sacrifices nécessaires.

Poisson Ce sera pour vous une journée de chance exceptionnelle, dont il conviendra de tirer tout le parti possible. Les astres vous assureront financièrement de leur total appui. Vous pourrez parfaitement compter sur une heureuse évolution de vos affaires. Mais il vous faudra faire preuve de beaucoup de souplesse et de diplomatie pour contourner les obstacles que les envieux ne manqueront pas de dresser sur votre route. Faites preuve aussi de discrétion et de modestie.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



INSTITUT
FRANÇAIS
Togo

APPEL D'OFFRES

Prestataire pour le développement d'une cartographie interactive pour les Industries Culturelles et Créatives au Togo et pays voisins

Dans le cadre de la mise en œuvre de Création Africa/Togo, projet visant au renforcement du secteur culturel togolais, à la promotion de l'économie créative et la mise en valeur des artistes et des œuvres, l'institut français du Togo recherche un prestataire qualifié pour le développement d'une cartographie interactive permettant la connaissance fine des ressources professionnelles des territoires des cinq régions du Togo et des pays voisins correspondant à la zone de coopération et de diffusion régionale (Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Burkina Faso, Bénin, Nigéria – région de Lagos). La cartographie devra intégrer l'ensemble des ressources de la chaîne de valeurs du secteur artistique et culturel professionnel et préciser les caractéristiques et les modalités de fonctionnement de chaque ressource.

Spécifications techniques

L'application de cartographie interactive devra :

- être accessible sur une interface responsive de type SIG (Système d'Information Géographique) via un site web et/ou une application mobile.
- offrir une interface intuitive, conviviale et ergonomique, avec des fonctionnalités de recherche avancée, de filtrage et de géolocalisation avec vue imagée et satellite.
- permettre la recherche dynamique et la consultation d'un annuaire des professionnels par métiers, services et réalisations.
- inclure l'actualité des appels à projets et autres informations pertinentes pour les acteurs des Industries Culturelles et Créatives avec possibilité de téléchargement des dossiers d'appel à projet sous format PDF.
- être articulée avec les autres outils numériques de l'IFT (application Togo Créatif, système CRM de l'IFT, site internet de l'IFT)
- être compatible avec les principaux navigateurs web et les systèmes d'exploitation mobiles.

Contenu de l'application

La cartographie devra inclure les informations suivantes :

- Ressources professionnelles des territoires des cinq régions du Togo et des pays voisins dans la zone de coopération et de diffusion régionale.
- Lieux de résidences et de diffusion culturelle, avec leurs caractéristiques et modalités de fonctionnement.
- Annuaire des professionnels par métiers et réalisations.
- Actualité des appels à projets, des événements culturels et autres informations pertinentes.

Utilisateurs et fonctionnalités

L'application de cartographie interactive devra répondre aux besoins des utilisateurs suivants:

- Artistes, professionnels et acteurs des Industries Culturelles et Créatives.
- Programmateurs, directeurs de festivals et autres professionnels du secteur.
- Utilisateurs intéressés par la découverte et la participation aux activités culturelles.

Des fonctionnalités telles que la recherche avancée, les filtres, la géolocalisation, ainsi que la possibilité pour les utilisateurs de mettre à jour les informations de leur compte professionnel seront attendues.

Délai

Le projet devra être réalisé dans un délai de 6 à 9 mois à compter de la signature du contrat.

Critères de sélection

Les propositions seront évaluées en fonction des critères suivants :

- Expérience et compétences du prestataire dans le développement de cartographies interactives.
- Pertinence et qualité de la méthodologie proposée.
- Compréhension des besoins et des objectifs du projet.
- Capacité à développer les outils numériques adaptés à l'utilisation (application et site web).
- Modalités d'appropriation de l'outil par l'utilisateur et durée de la maintenance proposée.
- Prix proposé.

Contenu de l'offre

La proposition doit inclure les éléments suivants :

- Présentation de l'entreprise, de l'équipe et des références pertinentes.
- Présentation des réalisations similaires effectuées.
- Description détaillée de la méthodologie proposée.
- Planning de réalisation du projet.
- Budget détaillé.

Modalité de soumission

Les dossiers seront adressés simultanément par courrier électronique à :

direction@institutfrancais-togo.com ET administration@institutfrancais-togo.com

A mentionner en objet du courriel :

Appel d'offres – Prestataire application cartographie interactive Création Africa /Togo

Tout renseignement complémentaire technique peut être obtenu auprès :

- De la direction de l'IFT : direction@institutfrancais-togo.com
- Et de la direction du projet : administration@institutfrancais-togo.com

Les dossiers devront être reçus au plus tard le 24 septembre 2023, délai de rigueur.

Coopération décentralisée

Des maires préparent un document de présentation à l'international

Dix maires et leurs secrétaires généraux se sont réunis à la mairie de Défalé et à la mairie d'Ogou1 respectivement du 06 au 08 septembre et du 13 au 14 septembre 2023 pour préparer le document de présentation de leur commune. Organisée par la Faïtière des Communes du Togo (FCT), cette rencontre vise à améliorer la posture et le niveau du dialogue des maires togolais avec leurs homologues à l'international.

Ce fut l'occasion pour les maires et les SG de comprendre l'histoire de la coopération décentralisée qui au paravent visait à créer des relations de jumelage pour réconcilier les peuples autrefois en guerre. Ensuite la coopération est passée à l'aide au développement et aujourd'hui, c'est la présentation de la politique de partage des expériences entre les maires au niveau africain comme à l'international. Durant les deux jours de formation et avec l'appui de Yannick Lechevallier, consultant, les participants ont approfondi leurs compétences dans la rédaction du document de présentation de leur territoire et des municipalités permettant de dialoguer avec des maires étrangers. Pour Yannick Lechevallier le consultant, l'enjeu est d'assurer un développement communal à travers les transferts de compétences au service du développement local. Les participants à cet atelier ont suivi un exposé



de M. PINIZI Kossi Essoham, Secrétaire Général de la commune d'Ogou1 sur l'expérience de la coopération décentralisée entre la commune d'Atakpamé (devenue Ogou1) et la ville de Niort en France. De cette expérience et quelques autres, les participants ont identifié quelques conditions nécessaires à la durabilité d'une relation de coopération décentralisée notamment : la transparence, le dialogue permanent ... A travers une intelligence collective, les maires et les SG des différentes communes bénéficiaires ont eu

des temps d'échange sur les informations afin d'améliorer le document de présentation de leur commune pour un dialogue facile au niveau international. Cette activité s'inscrit dans le cadre du Projet d'accompagnement des communes dans la coopération décentralisée mis en œuvre par la FCT et financé par le Programme d'appui au processus de décentralisation (PAPDT) à travers les Fonds de solidarité pour les projets innovants (FSPI) de l'ambassade de France.

Faïtière des Communes du Togo

FIFA-The Best

Le Real Madrid et l'Espagne crient au scandale !

Ce jeudi, la FIFA a dévoilé les listes des nommés pour les trophées The Best. Et cette annonce n'a pas fait que des heureux !

Mercredi 6 septembre, la liste des 30 joueurs nommés pour l'obtention du Ballon d'Or 2023 a été dévoilée. Comme d'habitude, il y a eu des heureux et de nombreux déçus. C'est un peu la même chose concernant le trophée FIFA-The Best du meilleur joueur de l'année. Ce jeudi, les noms des douze footballeurs en course pour remporter ce titre ont été dévoilés. On retrouve ainsi Julián Álvarez (Argentine), Marcelo Brozović (Croatie), Kévin De Bruyne (Belgique), İlkay Gündoğan (Allemagne), Erling Haaland (Norvège), Rodrigo (Rodri) Hernández Cascante (Espagne), Khvicha Kvaratskhelia (Géorgie),

Kylian Mbappé (France), Lionel Messi (Argentine), Victor Osimhen (Nigeria), Declan Rice (Angleterre) et Bernardo Silva (Portugal). Du beau monde va donc se disputer ce précieux trophée. Forcément, il manque de nombreux joueurs à l'appel. Et certains n'ont pas manqué de le faire remarquer. En Espagne, l'absence des joueurs du Real Madrid pour le titre de meilleur joueur de l'année pose question. L'écurie dirigée par Florentino Pérez est représentée dans une autre catégorie, puisque Thibaut Courtois est en lice pour le trophée de meilleur gardien. Mais personne n'a été sélectionné pour le titre phare. Et ça, la presse ibérique ne

compte pas le laisser passer.

Des choix qui interrompt en Espagne

Marca, média pro-Madrid, a écrit : «ce qui est curieux cette année, c'est qu'aucun joueur du Real Madrid n'est nommé pour le trophée The Best masculin.» AS y est allé un peu plus fort. «Rodrigo est le seul candidat espagnol au prix décerné par la FIFA au meilleur joueur de l'année. Haaland est le grand favori pour la victoire finale. L'absence des joueurs du Real Madrid ressort», a d'abord indiqué la publication ibérique avant de se lâcher un peu plus. En effet, AS estime que Vincius Junior (23 ans) aurait mérité d'être parmi les douze joueurs nommés. «Il

ICESCO

Des artistes outillés pour la professionnalisation de l'écosystème artistique

Une vingtaine d'artistes plasticiens a renforcé mercredi 13 septembre 2023, leur capacité sur des idées, des matériaux et des techniques. La formation s'inscrit dans le cadre du soutien de l'Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ICESCO) à la culture au Togo.

Organisé par la direction du Patrimoine culturel du ministère de la Culture et du tourisme, cet atelier national a été ouvert par Bakayota Koffi Kpayé, directeur de cabinet représentant le ministre de la Culture et du tourisme, à la salle de réunion du ministère de la Communication et des médias. Il vise à professionnaliser l'écosystème artistique pour permettre aux participants d'être beaucoup plus créatif et original dans le domaine des idées, des matériaux et des techniques. Durant trois jours, les participants seront formés par Assou Assou, Artiste plasticien, Designer, Professeur titulaire à l'Ecole Africaine des Métiers d'Architecture et d'Urbanisme (EAMAU) de Lomé sur le renouvellement des idées et du discours qui sont les socles d'une véritable création, à créer à partir des matières premières que sont les matériaux locaux comme les matériaux importés du moment où c'est l'artiste qui ennoblit la matière et à la maîtrise des techniques de la création plastique. Ainsi,



chaque séance quotidienne sera consacrée à une créativité au niveau des idées, dans le domaine des matériaux et dans les techniques. Ne disposant pas encore d'école ni de musée des Beaux-arts, le Togo compte ainsi très peu de diplômés des Beaux-arts. Ceux qui ont bénéficié d'une formation dans les écoles d'art l'ont fait à l'étranger et la majorité des artistes plasticiens du Togo ont appris le métier chez un amateur ou un professionnel. Mais à côté, il y a plusieurs autres autodidactes qui au fil des années se sont formés diversement et ont bénéficié des appuis, soutiens et conseils multiformes. Bien d'entre eux sont dans la

débrouillardise. La formation demeurant un défi de taille à relever dans l'écosystème des arts plastiques au Togo, l'ICESCO, qui a son siège à Rabat au Royaume du Maroc, a commencé ses activités au Togo suite à l'adhésion du Togo en 2002. Rappelons que les 20 artistes ont été retenus à la suite d'un appel à candidatures ouvertes à toutes les filières plastiques : la peinture, la sculpture (haut-relief, bas-relief, ronde-bosse), la gravure, le dessin, l'installation, la vidéo, la photographie, la performance et les arts muraux (graffitis, tags, projections d'images animée sur les édifices, etc.)

@gapola

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

est surprenant que Declan Rice, vainqueur de la Conference League avec West Ham, et Kvaratskhelia, qui a réalisé une belle année avec Naples avec le titre de Serie A, ne passe pas trop le panel d'experts qui a

constitué la liste a estimé que d'autres méritaient un peu plus que Vini Jr, qui n'a remporté aucun titre majeur l'an dernier hormis une Coupe du Roi. Cela n'a pas permis de faire pencher la balance de son côté. AS indique qu'il est le grand oublié de cette liste.

De son côté, El Chiringuito a un autre joueur en tête. «Vincius et Jude Bellingham ne sont pas parmi les nommés pour The Best. Il n'y a aucun joueur du Real Madrid», a indiqué le présentateur de la célèbre émission espagnole Josep Pedrerol.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
non pulvérisés aits clinkers, même colorés			
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 15/09/2023

ÉMISSION SIMULTANÉE

UMOA-TITRES ET LE TRÉSOR DU TOGO

portent à la connaissance du public qu'ils organisent un appel d'offres pour la cession de Bons et d'Obligations du Trésor dont les termes sont les suivants:

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DU TOGO		
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 30 000 MILLIONS DE FCFA		
DATE DE VALEUR	: 18 septembre 2023		
Adjudications	BAT 364 Jours	OAT 2 ans 10 mois	OAT 4 ans 11 mois
Valeur nominale unitaire (en FCFA)	1 000 000 F CFA	10 000 F CFA	10 000 F CFA
Code ISIN		TG0000002245	TG0000002252
Prix	-	Multiples	Multiples
Taux d'intérêt	Multiples	6,00%	6,25%
Échéances	15 septembre 2024	31 juillet 2026	31 juillet 2028

DÉPÔT DES SOUMISSIONS

Date : vendredi 15 septembre 2023 à 10h30mn TU (Heure limite)

Les offres seront reçues à travers l'application SAGETIL-UMOA

BAT 364 Jours: Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons.

OAT 2 ans 10 mois : Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,00% l'an dès la première année.

OAT 4 ans 11 mois : Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,25% l'an dès la première année.

Dakar, le 05 septembre 2023

Le Directeur Adjoint de UMOA-Titres,
chargé de l'intérim

M. Banassi OUATTARA

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité
Publique de la République Togolaise

M. Ekpa ADJABO

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

Pour plus d'informations, merci de contacter UMOA-Titres:

email : umoatitres@umoatitres.org / Tel : +221 33 849 28 28 / Fax : +221 33 839 45 57